

LISTE DES PUBLICATIONS DES MEMBRES DU CID POUR L'ANNEE 2020

Charlotte DUBOIS

Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées

- « Réflexion sur la faute de la victime dans les délits non intentionnels : un réel effet exonératoire ou de la poudre aux yeux ? », Recueil Dalloz, 17 sept. 2020.
- « Clarification de l'élément moral de l'infraction d'appels téléphoniques malveillants : le rendez-vous manqué de la chambre criminelle », avec M. Bouchet, Recueil Dalloz, 3 sept. 2020.
- « L'obsolescence programmée a des petits frères ! Retour sur les articles L. 441-3 à L. 441-5 du Code de la consommation issus de la loi numéro 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire », avec M. Leroux-Campello, Recueil Dalloz, 9 juill. 2020.
- « La responsabilité civile pourrait-elle voler au secours de la culture ? », Revue trimestrielle de droit civil, Dalloz, 1er avr. 2020.
- « Un sérieux coup de pouce à l'exonération du transporteur ferroviaire de personnes », avec M. Leveneur-Azémar, Rev. Lamy dr. civil, 1er avr. 2020.
- « Déclarée abusive sans ménagement : retour sur la clause limitative de réparation d'un contrat de déménagement », avec M. Leveneur-Azémar, JCP G, 10 févr. 2020.

Ouvrages scientifiques (ou chapitres de ces ouvrages)

- Droit de la consommation, 2021/2022, août 2020, 1e éd., Dalloz action, Chapitres « Les fraudes » et « La réalisation du droit de la consommation – Sanctions », avec M. Leroux-Campello.

Directions d'ouvrages ou de revues

- « Les mutations du droit applicable à la contrainte », avec A. Campello, L'Harmattan, avr. 2020.

Jean-François HAMELIN

Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées

- « L'inopposabilité de la fusion, une sanction redoutablement efficace », note sous Cass. com., 7 oct. 2020, n°19-14755, PB, in Droit des sociétés 2020, comm. 144
- « Recevabilité de la requête d'un tiers intéressé en rectification d'une mise à jour des statuts publiée au RCS », note sous Cass. com., 9 sept. 2020, n°19-15422, PB, in Droit des sociétés 2020, comm. 129
- « Société et responsabilité civile, quelle réforme ? », in Droit des sociétés 2020, repère 9

- « Injonction de déposer les comptes annuels et respect de la vie privée des associés », note sous Cass. com., 24 juin 2020, n°19-4098, PB, in Droit des sociétés 2020, comm. 118
- « Les pouvoirs du gérant n'ont pas à être établis par un justificatif de l'objet social », note sous Cass. com., 24 juin 2020, n°18-11958, inédit, in Droit des sociétés 2020, comm. 102
- « Dérogation au devoir de loyauté à l'unanimité des associés », note sous Cass. com., 18 mars 2020, n°18-17010, inédit, in Droit des sociétés 2020, comm. 92
- « L'élection d'un administrateur sur proposition des actionnaires salariés relève de la compétence du tribunal de commerce », note sous Cass. com., 18 mars 2020, n°17-24039, PB, in Droit des sociétés 2020, comm. 93
- « La radiation d'office du RCS ne met pas fin aux fonctions du gérant », note sous Cass. com., 4 mars 2020, n°19-10501, PB, in Droit des sociétés 2020, comm. 80
- « Déroger aux statuts dans un acte est possible à l'unanimité des associés », note sous Cass. com., 29 janv. 2020, n°18-15179, inédit, in Droit des sociétés 2020, comm. 81
- « Ne pas confondre céder le contrôle d'une société commerciale et être commerçant », note sous Cass. com., 29 janv. 2020, n°19-12584, PB, in Droit des sociétés 2020, comm. 62
- « Inopposabilité de la scission à un créancier exerçant l'action paulienne », note sous CJUE, 30 janv. 2020, aff. C 394/18, in Droit des sociétés 2020, comm. 63
- « Dissoudre une société, ce n'est pas révoquer son dirigeant », obs. sous Cass. com., 29 janv. 2020, n°18-17131, inédit, in Droit des sociétés 2020, comm. 64
- « Immixtion et substitution dans l'exécution du bail conclu par sa filiale », note sous Cass. 3e civ., 12déc. 2019, n°18-23223, inédit, in Droit des sociétés 2020, comm. 50
- « Rappel de la jurisprudence relative aux lettres d'intention génératrices d'une obligation de résultat », note sous Cass. com., 18 déc. 2019, n°18-12287, inédit, in Droit des sociétés 2020, comm. 51
- « En l'absence de précision statutaire, la rémunération du gérant peut être fixée a posteriori », obs. sous Cass. com., 18 déc. 2019, n°18-13850, inédit, in Droit des sociétés 2020, comm. 52
- « Le président du conseil d'administration d'une SA peut désormais être avocat », obs. sous D. n°2020-58, 29 janv. 2020, art. 1er, in Droit des sociétés 2020, comm. 53
- « Être interdit de gérer n'interdit pas d'être membre d'un conseil de surveillance », note sous Cass. com., 8 janv. 2020, n°18-23991, PB, in Droit des sociétés 2020, comm. 37
- « Fusion – Une bien curieuse volonté expresse de la caution de s'engager envers l'absorbante », obs. sous Cass. com., 25 sept. 2019, n°18-13686, inédit, in Droit des sociétés 2020, comm. 38
- « Le fonctionnement des associations et groupements », n°4 à 6, in Chronique de droit et fiscalité des organismes à but non lucratif (OSBL), in Droit des sociétés 2020, chron. 2
- « SA – Une fois autorisée, encore faut-il conclure la convention réglementée », note sous Cass. com., 16 oct. 2019, n°18-10088, inédit, in Droit des sociétés 2020, comm. 23
- « Sociétés cotées : publication sur leur site internet des informations relatives aux conventions réglementées », obs. sous D. n°2019-1235, 27 nov. 2019, art. 2, in Droit des sociétés 2020, comm. 24
- « Pour la direction de la SAS, les statuts et rien que les statuts », obs. sous Cass. com., 20 nov. 2019, n°18-17787, inédit, in Droit des sociétés 2020, comm. 25
- « L'éternelle réforme de la rémunération des dirigeants de sociétés cotées », note sous Ord. n°2019-1234, 27 nov. 2019, in Droit des sociétés 2020, comm. 5
- « Date de la perte de la personnalité morale de l'absorbée à l'égard des tiers », obs. sous Cass. com., 23 oct. 2019, n°18-15475, inédit, in Droit des sociétés 2020, comm. 6
- « Un groupe ne peut être l'auteur d'une pratique restrictive de concurrence », obs. sous Cass. com., 16 oct. 2019, n°18-10806, in Droit des sociétés 2020, comm. 7

Articles dans des revues sans comité de lecture

- « La responsabilité civile des sociétés mères », in Lexbase hebdo affaires N° 658 du 10 décembre 2020

Ouvrages scientifiques (ou chapitres de ces ouvrages)

- *Introduction*, in « Le financement dans tous ses états », juris-éditions/Dalloz, 2020, p. 6 et s.
- *La mise en commun au sein de l'association*, in « Le financement dans tous ses états », juris-éditions/Dalloz, 2020p. 13 et s.
- *La mise en commun par l'association*, in « Le financement dans tous ses états », juris-éditions/Dalloz, 2020, p. 24 et s.

Directions d'ouvrages ou de revues

- *Co-direction scientifique de la Revue Droit des sociétés (Lexisnexis)*
- *Direction de l'ouvrage collectif Le financement dans tous ses états, juris-éditions/Dalloz, 2020*

Julia HEINICH

Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées

- « L'incidence de l'épidémie de coronavirus sur les contrats d'affaires : de la force majeure à l'imprévision », D. 2020, p. 611-617
- « Précisions sur les conditions de désignation d'un mandataire ad hoc » (CA Douai, Douai, 3 oct. 2019), Bull. Joly Sociétés 2020, n° 1, pp. 36-39
- « Les outils du droit commun des contrats face à la crise sanitaire », RJC 2020-4, pp. 327-330
- « La clause de substitution, alternative à la reprise des actes de la société en formation » (Cass. com., 15 janv. 2020), Revue des contrats 2020-3, pp. 62-65
- « L'associé n'habitait pas à l'adresse indiquée » (Cass. civ. 3e, 25 juin 2020), Bull. Joly Sociétés 2020, pp. 33-35
- « Cession de droits sociaux et qualité de commerçant : une clarification bienvenue » (Cass. com., 29 janv. 2020), Rev. sociétés 2020, pp. 474-477
- « La délicate articulation des statuts et des actes extrastatutaires » (Cass. com., 29 janv. 2020), Revue des contrats 2020-2, pp. 63-65
- « Précisions sur les conditions de désignation d'un mandataire ad hoc » (CA Douai, Douai, 3 oct. 2019), Bull. Joly Sociétés 2020, n° 1, pp. 36-39
- « Direction de la SAS : toujours les statuts ! », Rev. sociétés 2020, p. 238
- « L'appréciation de la qualité de non-professionnel : une solution en clair-obscur » (Cass. civ. 3e, 17 oct. 2019), Revue des contrats 2020-1, p. 44 (co-écrit avec G. Cattalano)

Communications avec actes dans un congrès national

- « Conventions et droits réels : la liberté contractuelle sans limites ? - La question à l'égard des droits sociaux », Intervention au colloque annuel de la Revue des contrats : « Conventions et droits réels : la liberté contractuelle sans limites ? », Paris, 27 février 2020 (publication RDC 2020/4, p. 125)

Ouvrages scientifiques (ou chapitres de ces ouvrages)

- « L'acte de bonne gestion », in Mélanges en l'honneur d'Alain Couret, éd. F. Lefebvre-Dalloz, 2020
- « Sous-capitalisation et recapitalisation de la société : répartition des rôles entre dirigeant et associés », in Mélanges en l'honneur de Corinne Saint-Alary-Houin, LGDJ, 2020
- « SAS » (avec P. Le Cannu et J. Delvallée), Répertoire Dalloz Droit des sociétés, oct. 2020

- Lamy Droit du contrat 2020 : rédaction et actualisation de 26 chapitres (532 pages en tout : sources et évolution du droit des contrats, application dans le temps de la réforme du droit des contrats, notion de contrat et principales classifications, principes fondateurs du droit des contrats, capacité et représentation, formation du contrat au sein des sociétés commerciales, offre et acceptation, inclusion des documents dans le champ contractuel, rétractation et dédit, devoir d'information, erreur, dol, violence, intuitus personae, preuve du contrat, lésion, déséquilibre significatif, circulation du contrat, adaptation du contrat aux circonstances nouvelles, interprétation, modification du contrat par volonté commune, force majeure, clause MAC, clause de force majeure, clauses relatives à l'imprévision, clause pénale)

Ouvrages de vulgarisation (ou chapitres de ces ouvrages)

- « La personne morale », in Précis de culture juridique – CRFPA, dir. F.-X. Lucas et Th. Revet, 4e éd., LGDJ, 2020, pp. 163-168

Directions d'ouvrages ou de revues

- Membre du comité de rédaction de la revue Horizons du Droit (Revue de l'Association française des docteurs en droit)

Morane KEIM-BAGOT

Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées

- « Quand le salarié se donne la mort », Dr. soc. 2020, p. 892
- « La Covid-19 des marins : un risque professionnel ? », Le Droit maritime français, sept. 2020, n° 837, p. 700.
- « Renforcer la protection sociale pour un avenir meilleur », Dr. soc. 2020, p. 22.

Notes de jurisprudence :

- « Une nouvelle phase du contentieux sur le préjudice d'anxiété », note sous Cass. soc. 8 juil. 2020, SSL, 19 oct. 2020, n° 1925 [Note de jurisprudence]
- « Restitution d'indemnités journalières indues à raison d'une activité non autorisée », note sous Civ. 2e, 28 mai 2020, n° 19-12962, JCP S. 2020. 2084 [Note de jurisprudence]
- « Le pouvoir du juge et la remise des créances de sécurité sociale », note sous Cass. civ. 2e, 28 mai 2020, n° 18-26.512, Lexbase éd. Soc., 10 juin 2020 [Note de jurisprudence]
- « Troubles psychologiques et accident du travail », note sous CA Aix en Provence, 31 janv. 2020, n° 08/07464, BJT, mai 2020, p. 45 [Note de jurisprudence]
- « Nullité des opérations d'expertise pour irrégularité : nécessité d'un grief », note sous Cass. Civ. 2e, 23 janv. 2020, n° 19-10.584, JCP S. 2020.1068 [Note de jurisprudence]

Chronique trimestrielle au Bulletin Joly Travail :

Bulletin Joly travail, décembre 2020 :

- Civ. 2e, 8 oct. 2020, n° 18-25.021 et 18-26.677, « Redéfinition de l'obligation de sécurité de l'employeur en droit de la sécurité sociale » ;
- Civ. 2e, 22 oct. 2020, n° 19-19.185, « Responsabilité du donneur d'ordre à raison de son obligation de vigilance et application de la loi dans le temps »

Bulletin Joly travail, sept. 2020 :

- Cass. 2e civ., 28 mai 2020, no 19-12962, Cass. 2e civ., 28 mai 2020, no 19-14010, « Activités non autorisées, restitution des IJSS et pénalité financière » ;
- « Le Covid : un risque professionnel ? Entre espoirs et désillusions »,
- Cass. soc. 8 juill. 2020, 18-26585 à 18-26-634 et 18-26636 à 18-26655, et n° 19-14.167 et n° 19-14.180, « Préjudice d'anxiété : de nouvelles précisions »

Bulletin Joly travail, mai 2020 :

- Civ. 2e, 13 févr. 2020, n° 18-26.689, « Maladies professionnelles des gens de mer » ;
- Civ. 2e, 12 mars 2020, n° 19-10.439, « Demande d'expertise médicale formée pour la première fois devant le juge » ;
- Civ. 2e, 12 mars 2020, n° 19-13.084, « Compétence du TGI pour connaître du contentieux du paiement des cotisations de retraite complémentaire »

Bulletin Joly travail, février 2020 :

- Civ. 2e, 28 nov. 2019, n° 18-17946, « Conséquences du retard dans l'envoi à la caisse de l'arrêt de travail » ;
- Civ. 2e, 28 nov. 2019, n° 18-20.225, « Deux actions en faute inexcusable distinctes en cas de maladies professionnelles distinctes » ;
- Civ. 2e, 19 déc. 2019, n°18-16.974, « Le régime anticipé de retraite de la SNCF à l'épreuve des discriminations indirectes fondées sur le sexe »

Communications avec actes dans un congrès national

- « La prise en charge des souffrances morales par le droit de la protection sociale, in J. Knetsch (dir.), Quelle prise en charge des dommages corporels au XXI^e siècle, Recherches sur l'articulation entre droit de la responsabilité, Sécurité sociale et assurances privées », EN3S, 2020, p. 109.

Alexis MAGES

Articles dans des revues avec comité de lecture non répertoriées

- « Entre autres (r)évolutions à l'UFR DSEP de Dijon... », *JCP-G*, 13 janv. 2020, n°1-2
- « Compte-rendu de l'ouvrage de R. Szramkiewicz, O. Descamps, *Histoire du droit des affaires*, Paris, LGDJ, 3^e éd., 2020 », *RHDFE*, déc. 2020
- « Covid par-ci, covid par-là... et après ? », *JCP-G*, 18 janv. 2021, n°1-2

Articles dans des revues sans comité de lecture

- « Marc Desserteaux (1885-1949) ou la postérité de la rénovation de la science juridique à la Faculté de Droit de Dijon », (version écrite d'une conférence prononcée à Dijon lors de journées d'études en 2019-2020 sur le thème : *Doctrine et innovation à la Faculté de droit de Dijon*, sous la dir. de J.-Fr. Hamelin), *Revue d'histoire des Facultés de droit et de la culture juridique*, 2021, à paraître

Communications avec actes dans un congrès international

- « Les réflexions autour de l'association capital-travail et ses traductions en droit privé français dans le premier tiers du XX^e siècle », *Bürgerliches Recht im nachbürgerlichen Zeitalter (I)-Il Diritto privato dopo l'era borghese (I)-Le droit privé à l'époque post-civile (I)*, (Cycle de conférences au Centro Italo-Tedesco per l'Eccellenza Europea, Villa Vigoni), sous la dir. de D. Deroussin, M. Löhnig, F. Mazzearella, Francfort, Éd. Max Planck Institut, 2020
- « La nature du contrat de prêt à intérêt dans la doctrine civiliste au XIX^e siècle », Actes du colloque international de Fribourg (juin 2016) sur le thème : *Devoirs, promesses et obligations : le droit du contrat en évolution*, sous la dir. de Y. Mäusen et P. Pichonnaz, Zürich, Éd. Schulthess, 2020
- « Genèse du salaire minimum en France (1915-1970) », *Bürgerliches Recht im nachbürgerlichen Zeitalter (III)-Il Diritto privato dopo l'era borghese (III)-Le droit privé à l'époque post-civile (III)*, (Version écrite d'une conférence prononcée en 2019-2020 dans le cadre du cycle de conférences au Centro Italo-Tedesco per l'Eccellenza Europea, Villa Vigoni), sous la dir. de D. Deroussin, M. Löhnig, F. Mazzearella, Francfort, Éd. Max Planck Institut, 2021, à paraître
- Intervention à l'Université de Regensburg sur le thème « Acceptance in French commercial law of the German law GmbH », Conférence dans le cadre du colloque international sur le thème : *Rezeption der Gesellschaft mit beschränkter Haftung (GmbH)*, sous la dir. de M. Löhnig (Université de Regensburg, Allemagne) et A. Moszynska (Université Nicolas-Copernic, Torun, Pologne), Automne 2021, Allemagne, Regensburg, parution ultérieure chez un éditeur allemand, en cours

Communications avec actes dans un congrès national

- « L'idée de codification du droit commercial à l'échelle européenne, voire internationale (fin XVIII^e siècle-début XX^e siècle) », *Les fondements historiques du droit européen des affaires* (Actes du colloque en distanciel des 19 et 20 nov. 2020 à Dijon), sous la dir. d'A. Mages, Toulouse, Presses Universitaires de Toulouse, 2021, à paraître

Directions d'ouvrages ou de revues

- *Les fondements historiques du droit européen des affaires*, (Actes du colloque en distanciel des 19 et 20 novembre 2020 à Dijon) sous la dir. d'A. Mages, Toulouse, Presses Universitaires de Toulouse, 2021, à paraître

Loïc MALFETTES

Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées

- Réflexions sur l'avenir du droit du travail français à l'aune du droit américain, Dr. Ouvrier 2020
- Gestion de crise et droit social : vers un nouveau modèle normatif ?, RJS 2020, p. 677
- Covid 19 et formation professionnelle, Droit et santé, n°96, juill. 2020, p.733

Articles dans des revues avec comité de lecture non répertoriées

- Coronavirus : zoom sur l'ordonnance portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle- Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 7 avril 2020
- Licenciement pour inaptitude non professionnelle et défaut de consultation du comité social et économique - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 15 décembre 2020

- Licenciement de salarié protégé et exigence de maintien de salaire - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 11 juin 2020
- Contrat de sécurisation professionnelle et opposabilité du délai de prescription - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 7 janvier 2020
- Salarié protégé : précisions sur le régime du représentant du personnel désigné délégué syndical - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 23 novembre 2020
- Le critère d'autonomie de l'établissement distinct précisé - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 11 février 2020
- Principe de parité : absence d'effet rétroactif de l'annulation de l'élection du membre du comité social et économique - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 26 octobre 2020
- Pouvoir disciplinaire : précisions sur le rattachement à la vie professionnelle- Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 9 septembre 2020
- Local d'allaitement : précision sur la mise en demeure de l'employeur- Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 18 décembre 2020
- Présidence du CSE : la délégation à un salarié mis à disposition est possible- Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 17 décembre 2020
- Précisions sur le recours à l'expertise en présence d'une instance temporaire de coordination- Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 20 mars 2020
- Coronavirus : assouplissement des conditions d'exonération de la prime de pouvoir d'achat , par Loïc Malfettes le 8 avril 2020
- Nullité de la rupture conventionnelle en l'absence de remise d'un exemplaire au salarié - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 6 octobre 2020
- Coronavirus : condamnation d'Amazon pour le non-respect de mesures de prévention - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 20 avril 2020
- Exercer une activité non-concurrente pendant un arrêt maladie - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 25 mars 2020
- Suspension des nouveaux critères de vulnérabilité à la Covid-19 ouvrant droit à l'activité partielle - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 19 octobre 2020
- Précisions sur la notion de légèreté blâmable de l'employeur en contexte de liquidation judiciaire - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 15 septembre 2020
- Actualités assurance chômage : censure par le Conseil d'État et prolongation d'indemnisation - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 1 décembre 2020
- Contrat de sécurisation professionnelle : précisions sur l'obligation d'information - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 10 juin 2020
- Coronavirus : assouplissement des conditions d'exonération de la prime de pouvoir d'achat - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 8 avril 2020
- Précisions sur la notion de légèreté blâmable de l'employeur en contexte de liquidation judiciaire - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 15 septembre 2020
- Actualités assurance chômage : censure par le Conseil d'État et prolongation d'indemnisation - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 1 décembre 2020
- Contrat de sécurisation professionnelle : précisions sur l'obligation d'information - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 10 juin 2020
- Coronavirus : assouplissement des conditions d'exonération de la prime de pouvoir d'achat - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 8 avril 2020
- Coronavirus : confirmation de la condamnation d'Amazon en appel - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 29 avril 2020
- Coronavirus : condamnation de Renault - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 20 mai 2020
- Respect des durées maximales du travail et régime d'équivalence - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 7 juillet 2020

- Reconnaissance d'établissement distinct : précisions sur le critère d'autonomie de gestion - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 10 janvier 2020
- Rupture conventionnelle : violation du statut protecteur applicable à un salarié titulaire d'un mandat municipal - Dalloz actualité / Loïc Malfettes — 3 décembre 2020

Emmanuel PY

Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées

- « Position de l'Institut de Boufflers sur la réforme du système des brevets français résultant de la loi PACTE », *Propri. indust.* fév. 2020, étude 3 avec N. Binctin, M. Dhenne et R. Fulconis.
- « Un an de droit des brevets », *Propri. industr.* janv. 2020, chron. 1, avec J. Raynard.

Ouvrages scientifiques (ou chapitres de ces ouvrages)

- « Sanction des conditions de brevetabilité : sur la décision d'annulation », *Les grands arrêts de la propriété intellectuelle*, Dalloz 2020, 3^e éd., p. 536 à 545.
- « À propos de la brevetabilité des méthodes », *Les grands arrêts de la propriété intellectuelle*, Dalloz 2020, 3^e éd., p. 497 à 513 avec F. Macrez.

Communication dans un congrès international

- « La réforme de l'INPI par la loi PACTE », *Le droit des brevets en France et en Europe* (colloque en distanciel des 23, 25 et 27 novembre 2020).

Communication dans un congrès national

- Journées de la FNDE – L'exploitation du brevet (web-seminaire, 24 novembre 2020).
- Journées de la FNDE – Le nouveau droit français des brevets (web-seminaire, 12 novembre 2020).

Lucie WATRIN

Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées

- « Les mises en garde scientifiquement fragiles à bannir de vos newsletters », note sous T. com. Paris, 6 févr. 2020, *JCPE* 2020, n° 30, p. 43.
- « Première alerte pour Yuka », note sous T. com. Versailles, 5 mars 2020, *Dalloz IP/IT* 2020, p. 450.
- « Caractérisation contestable de la direction de fait d'une association », note sous Cass. com., 8 janv. 2020, n° 18-20.270, *Revue des sociétés* 2020, p. 425.